

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	68 (1923)
Heft:	10
Artikel:	Une légende : la faillite de la fortification permanente pendant la grande guerre
Autor:	Fleurier, Jean
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-340692

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

LXVIII^e Année

N^o 10

Octobre 1923

Une légende.

La faillite de la fortification permanente
pendant la grande guerre.

La fortification a la valeur de ceux qui la défendent.
(Adage italien.)

Au cours de la première année de la grande guerre, la fortification permanente a été frappée d'une condamnation qui paraissait sans appel. La sentence, prononcée par de très hautes autorités militaires, confirmée par des critiques éminents¹, a été ratifiée par l'opinion publique et depuis l'opinion publique n'a guère varié sur ce point. Elle semble avoir, c'est le cas de le dire, son « siège fait ». Se plaisant à opposer la chute rapide des places belges, françaises, russes, à la résistance longtemps invincible des « tranchées », elle a conclu que les forteresses ont fait leur temps et que la fortification de l'avenir, c'est la fortification improvisée. Toujours simpliste, amie des formules « globales » et des généralisations systématiques, même lorsqu'elles se contredisent, elle enveloppe aujourd'hui dans un discrédit commun les théories offensives sur lesquelles les grands états-majors fondaient en 1914 leurs plans de guerre fraîche et joyeuse, et les systèmes défensifs, issus de la guerre de 1870-71, qui devaient assurer à chacun des pays belligérants la protection de ses

¹ Citons ici le colonel Lecomte : « Le problème de l'attaque des places fortes modernes est résolu par le 305 et le 420. Voilà l'enseignement général qui ressort du siège de Namur, et que les bombardements de Maubeuge et de Liège ne font que confirmer ».

frontières, la couverture de sa mobilisation, la sûreté de ses parties vitales.

Ce jugement est-il définitif ? La question n'intéresse pas seulement les belligérants, mais aussi les petits Etats restés neutres, qui, à l'exemple de la Belgique, avaient pendant longtemps accordé leur confiance à d'importantes et coûteuses forteresses, destinées à suppléer à la faiblesse numérique de leurs armées. Et c'est l'exemple de la Belgique, croyons-nous, c'est surtout la chute rapide d'Anvers, réduit inviolable, refuge de l'armée belge, qui a provoqué une incertitude dont une des premières conséquences fut le déclassement des fronts de terre de Copenhague. A quoi bon continuer à engloutir des millions dans des forts voués à la ruine, à immobiliser pour les défendre, des troupes qui seraient peut-être plus utiles en rase campagne, « à s'attacher par esprit de conservation à entretenir, plutôt mal que bien, des ouvrages destinés à devenir le tombeau de leurs défenseurs, sans profit pour les opérations ultérieures ¹ ? »

Aujourd'hui, le tonnerre des grosses pièces a fait silence ; la fumée des explosions s'est depuis longtemps dissipée ; bien des vérifications sont possibles. Parmi les hommes qui n'aiment pas à se payer de formules *omnibus* et de jugements tout faits et veulent se rendre compte par eux-mêmes, plusieurs ont eu l'émouvant privilège d'aller sur place, visiter en détail les ouvrages attaqués au début de la guerre. Ils ont dénombré les points d'impact, mesuré l'importance réelle des destructions, évalué la résistance des cuirassements et du béton ².

Mais les plus minutieuses constatations matérielles ne peuvent donner qu'une idée bien incomplète de l'épreuve à laquelle furent soumis *ex abrupto* ceux qui eurent la tâche redoutable de « tenir » sous le feu d'une artillerie inconnue jusqu'à ce jour. Quelques-uns d'entre eux ont pu échapper

¹ *L'avenir de la fortification permanente*, par le général X. *Revue militaire générale*, septembre 1920. Nous ne saurions assez recommander la lecture de ces quelques pages, et la méditation de leurs décisives conclusions.

² Voir en particulier l'ouvrage du colonel Normand : *Défense de Liège, Namur et Anvers en 1914*.

à la captivité etachever la guerre. Seuls ils ont qualité pour comparer l'effet moral des bombardements initiaux et celui des « marmitages » qui furent le « pain quotidien » sur la Somme, à Verdun, au Chemin des Dames ; seuls ils peuvent apprécier dans quelle ambiance les uns et les autres furent subis. Leur témoignage est donc d'une toute particulière valeur.

Aussi bien, n'ayant pas vécu tout ce qu'ils vécurent dans les conditions où ils le vécurent, nous éviterons le plus possible de critiquer. Il serait trop commode et vraiment bien malsonnant de vouloir, en 1923, expliquer ce qu'ils auraient dû faire à ceux qui, en 1914, firent certainement de leur mieux. Si, là comme ailleurs, le mieux fut parfois l'ennemi du bien, il faut reconnaître que, du moins sur le front d'Occident, la plupart des officiers chargés de la défense des places assiégées, se montrèrent hommes de devoir. Bien rares sont ceux qui, dans leur situation, auraient tiré un meilleur parti des moyens qui leur avaient été accordés.

Mais s'abstenir de condamner n'interdit pas d'apprécier. Tout observateur impartial en a maintenant les moyens.

Pendant longtemps, nul document n'avait été publié sur les sièges de 1914-1915, sauf des communiqués sensationnels et tendancieux, des photographies truquées ou inexactement interprétées. On fut fort étonné de ne pas les voir coïncider avec la réalité des faits telle qu'elle est inscrite sur le terrain. Depuis quelques mois, paraissent de nombreux ouvrages et articles, résultats des enquêtes faites sur les lieux¹. Ils présentent les faits sous un aspect qui peut surprendre au premier abord, mais dont il n'y a pas à contester l'exactitude. Ils renversent bien des idées reçues, et la conclusion qu'on en tire, c'est que le procès de la fortification permanente est à

¹ Le premier article qui contesta la légende fut, à notre connaissance, publié dès le mois de décembre 1919 dans la *Norsk militær Tidskrift* par le capitaine Ravnsborg de l'armée norvégienne. — Il a été traduit en français, en mars 1920 et publié sous le titre : *Verdun, dans la Revue militaire générale*. Citons tout de suite cette phrase : « Une étude plus approfondie des fortresses belges et des combats qui se livrèrent autour d'elles suscita chez les Français des doutes sur bien des fables répandues au sujet de l'efficacité de l'artillerie contre les forts. »

reviser complètement, parce qu'il a été jugé sur renseignements incomplets ou sur pièces volontairement faussées.

Le haut commandement allemand avait proclamé dès le début de la guerre, et ce ne fut pas une des moins habiles parmi ses *manœuvres morales*, que sous l'effet des pièces allemandes et autrichiennes, aucune place ne pouvait tenir plus de quelques jours, et que la résistance des forteresses de l'Entente n'avait eu sur les opérations que des résultats nuls ou à peu près nuls. Cette thèse eut des répercussions « kolossales » que nous examinerons plus loin. Elle semble être restée la thèse officielle allemande.

La thèse contraire, qui s'affirme aujourd'hui, c'est que ces résultats obtenus par les Allemands, quelque importants qu'ils aient été, furent volontairement exagérés par eux dans un dessein facile à comprendre, mais qui ne fut malheureusement pas compris tout de suite. Les conclusions véritables des sièges de 1914 et 1915, et de l'attaque de Verdun en 1916¹, sont en réalité toutes différentes de celles dont les Allemands tirèrent si grand effet et si grand parti. Bien loin de condamner la fortification permanente, la grande guerre a démontré toute sa valeur, moyennant bien entendu de profonds changements dans sa conception, dans sa réalisation, dans son utilisation.

I

Retraçons les faits tels que dépêches et communiqués les annoncèrent au monde entier, et tels que l'opinion mondiale les accepta. Nous n'en donnerons ici qu'un exposé très succinct, réservant la discussion à des chapitres ultérieurs.

Première phase. Chute des places belges et françaises (août-octobre 1914) et conséquences. — Le haut commandement allemand, pour éviter la barrière fortifiée qui couvre le Nord-Est de la France, demande à la Belgique neutre le libre pas-

¹ Elles ont été confirmées tout récemment par la publication dans *L'Artillerie suisse*, puis dans la *Revue du génie française* (juillet 1923) des constatations faites en 1915 à Namur et Anvers par les techniciens allemands eux-mêmes.

sage à travers son territoire. Il se le voit refuser, et s'attaque aux places de la Meuse, Liège, puis Namur.

Ces deux places, construites suivant le même plan d'ensemble, sont relativement récentes¹, mais elles n'ont guère été améliorées depuis 22 ans. Leur défense consiste, pour l'une comme pour l'autre, en une ceinture de forts bétonnés, armés de nombreuses tourelles cuirassées. Leurs garnisons semblent importantes : à Liège, 40 000 hommes environ, croyons-nous, en l'absence de documents officiels ; à Namur, 37 000 hommes.

Attaque de Liège. — Le rôle essentiel des places de la Meuse aurait dû être d'interdire le passage du fleuve, obstacle passif très sérieux, mais qui ne conserve sa valeur que si tous les ponts, tous les gués sont maîtrisés.

Or, il y a un trou de huit à neuf kilomètres entre Pontisse, le fort le plus septentrional de Liège, et la frontière hollandaise. Ce trou est surveillé par le faible bataillon du major Collyms (400 h. sans artillerie et sans mitrailleuses, grossis de quelques gendarmes et d'une cinquantaine de cavaliers de la garde civique de Liège, *sans mousquetons*²). Les ponts de Visé et d'Argenteau ont été détruits, mais l'attaque allemande, commencée le 3 août, fait sauter dès le 4 au matin ce dispositif linéaire en enlevant à la frontière même le gué de Lixhe, sans que le canon de Pontisse ou les contre-attaques de la défense mobile aient pu intervenir efficacement. En moins de 48 heures, la barrière de la Meuse est forcée, des ponts de bateau sont jetés à Lixhe le 5, d'où passage facile de l'armée allemande qui envahit le pays à l'ouest du fleuve et tourne la place.

Les Allemands n'ont pas trouvé d'obstacle continu le long de la Meuse. Ils ne le trouveront pas davantage sur le périmètre du camp retranché. Le général Leman n'a pas eu le temps d'organiser les intervalles qui n'avaient point été fortifiés en temps de paix. Dès le 31 juillet, il a voulu parer à cette lacune capitale, mais le gouvernement du roi lui a

¹ La loi qui prescrit leur création est du 27 juin 1887 ; leur construction est achevée en 1892.

² Simple détail qui montre à quel point les Belges avaient « préparé la guerre ».

interdit tout travail préliminaire pour ne donner à l'Allemagne aucun prétexte d'intervention. Si l'agresseur méconnaît la force combattive de l'armée belge, il sait fort bien ce qui manque au système défensif de la Meuse et pendant qu'il déborde l'extrême gauche du dispositif, il essaie, pour commencer, d'une attaque brusquée à la von Sauer, ou pour mieux dire d'un véritable coup de main, où la surprise et la baïonnette doivent jouer le rôle capital. Il lance dans les intervalles du camp retranché six brigades choisies et renforcées, mais qui ne sont soutenues au début que par deux batteries de 210 en fait de grosse artillerie. Cinq de ces brigades échouent. La sixième (XIV^e brigade) pénètre jusqu'à la ville ¹. Le général Leman qui a failli être pris dans son poste de commandement, se réfugie au fort de Loncin, fait sortir de la place la majeure partie de la garnison, l'établit d'abord à l'ouest de Liège, sur la ligne Loutin-Hollogne, puis lui prescrit de rejoindre l'armée de campagne. La ville même est complètement évacuée et les Allemands annoncent sa chute au communiqué du 8 août. Mais, — spectacle paradoxal — Liège étant tombé, les forts qui ont reçu l'ordre de continuer la lutte comme de simples forts d'arrêt, résistent chacun pour son propre compte. Grâce à l'intervention inattendue de trois batteries de 420, que les Allemands jugent indispensable de faire entrer en scène à partir du 12, et auxquelles s'ajoutent quatre nouvelles batteries de 210, une batterie de lance-mines, un bataillon de canons de 130 long, et à la fin seulement quelques 305, les forts tombent les uns après les autres (nous verrons plus loin dans quelles conditions) et le dernier succombe le 16 août.

Namur est attaqué le 21 août. A l'exemple du général Leman, le gouverneur général Michel fait évacuer la place le 23 par la quatrième division. Les Allemands entrent dans la ville le 24. Les forts, attaqués au 305 et au 420, sont tous tombés le 25.

Le vieux fort français de *Charlemont* ² est attaqué au 305 le 23 août. Il capitule le 26.

¹ Voir les débuts des Mémoires de Ludendorff.

² Sur la Meuse.

Lille, après des tergiversations dont on trouvera l'écho dans les ouvrages de M. Engerand¹, du général Percin², du général Lebas³, est déclarée ville ouverte le 24 août. La ville sera d'ailleurs réoccupée par les Français en octobre et les Allemands n'y entreront définitivement qu'après un assez violent combat.

Le siège de *Maubeuge* commence le 27 août. La place capitule le 8 septembre, les Allemands y font environ 40 000 prisonniers. Une faible partie de la garnison (environ 1200 h.) sous le lieutenant-colonel Charlier, sort du camp retranché avant la reddition et atteint Dunkerque.

Nous ne savons dans quelles conditions le fort d'arrêt de *Hirson* est tombé.

Le fort des *Ayvelles*⁴ est évacué sans combat et ne peut jouer aucun rôle dans la bataille de la Meuse.

Dans l'Est, les Allemands ne s'attaquent pas aux quatre grandes forteresses françaises⁵. Ils rencontrent sur leur passage deux vieilles places non modernisées, *Montmédy*, que sa garnison évacue, sur un ordre d'origine mystérieuse, pour tomber, au cours de sa retraite sur Verdun, dans un guet-apens où elle est prise ou détruite à peu près complètement ; et *Longwy* qui, commandé par un chef de grande énergie, le lieutenant-colonel Darche, résiste malgré la faiblesse de ses moyens jusqu'au 27 août. A plusieurs reprises devant des assauts imminents, la garnison couronne les parapets. La place ne capitule que parce que l'hôpital et les blessés qu'il contient sont écrasés par le bombardement.

Le fort très moderne et très puissant de *Manonviller*⁶, tombe au bout de 57 heures de résistance.

Les incontestables résultats matériels obtenus par l'artillerie allemande ont des conséquences lointaines, d'ordre moral et d'ordre stratégique, dont l'importance doit être

¹ *Le Secret de la frontière. Charleroi.*

² *Lille.*

³ *Places fortes et fortifications en 1914-1915.*

⁴ Entre Mézières et Sedan.

⁵ Verdun, Toul, Epinal et Belfort.

⁶ Près de Lunéville.

soulignée. Elles aboutissent, les premières à la *démoralisation préalable*, les secondes à l'*abandon volontaire*.

Conséquences morales d'abord : Jusqu'au « rétablissement de Verdun » nul gouverneur — sauf de fort rares exceptions que nous citerons en temps et lieu — ne juge plus sa forteresse capable de résister, si elle est prise sous le feu de ces pièces dont bien peu de gens avaient soupçonné l'efficacité et même l'existence¹. L'effet de stupeur produit par leur tir est amplifié par des photographies adroitemment prises et largement diffusées par les services de propagande germanique. Les vues sensationnelles des forts de Chaudfontaine et de Loncin, après le tir du 420, ont fait pour la cause allemande plus que bien des bombardements. Comme le dit fort bien le capitaine Ravnsborg, il n'était pas écrit sous les photographies que le bouleversement était dû, non pas à l'action propre des projectiles géants, mais à l'explosion des magasins à poudre insuffisamment protégés (12 tonneaux de poudre à Loncin). Quant aux garnisons, elles se croient vouées, si elles restent dans les ouvrages confiés à leur garde, à l'inéluctable écrasement, quelle que soit la solidité du fort qui les couvre, quel que soit le calibre des obus qu'il reçoit.

Conséquences stratégiques ensuite, qui pesèrent lourdement sur la première année de la guerre. — Si les places ne peuvent tenir que quelques jours, autant les évacuer, en sauvant leur garnison, et si possible leur matériel.

Et nous verrons l'armée française, dont le haut commandement n'est certes pas démoralisé, — il le montrera à la Marne, — abandonner bénévolement, au cours de sa retraite, l'immense position de repli préparée par Seré de Rivières, et jalonnée par la place de Reims, le Chemin des Dames, le fort de Condé sur l'Aisne, la forêt de St-Gobain, la place de Laon, La Fère, et prolongée par le cours marécageux de la Somme. Quels efforts ne lui faudra-t-il pas de 1915 à 1918 pour les reprendre, et sans vouloir refaire l'histoire, ce qui est toujours ridicule, n'est-on pas appelé malgré soi à se demander quelles

¹ Nous ignorions le 305 et le 420 au début de la guerre, a dit le général Maistre au procès de Maubeuge. Bien peu de gens, tout au moins, les soupçonnaient en France et en Belgique.

auraient été les conséquences de la bataille de la Marne, et des combats qui l'ont immédiatement suivie si les vainqueurs, en abordant l'Aisne et la Vesle, avaient trouvé Condé et quelques-uns des forts de Reims encore occupés par les territoriaux et réservistes territoriaux que la cavalerie allemande ramassa par milliers dans les départements du Nord, et qui auraient tout de même tenu plus longtemps derrière des parapets qu'en rase campagne ? Même si ces forts — dont nous examinerons la capacité de résistance matérielle au chapitre « les forts du front » — étaient tombés avant le 12 septembre, quelle gène n'auraient-ils pas causée à l'armée allemande dans les derniers jours de sa marche en avant, ne fût-ce que par les effectifs immobilisés pour les bloquer ?

Suivant une erreur de doctrine trop répandue avant la guerre, le terrain n'avait pas de valeur, on le cédait au cours d'une manœuvre en retraite, pour le reconquérir d'un coup, par une bataille décisive. La guerre a fait justice définitive, espérons-le, de cette hérésie inadmissible sur les théâtres d'opérations étriqués et limités de l'Occident. Sur le front russe, l'immensité du sol lui ôte de sa valeur, et bien souvent dans leur histoire, les Russes ont trouvé le salut en mettant de leur côté le général « espace ». Mais l'abus en tout est un défaut et nous verrons dans le pays de Rostopchine et de Kutusof, la doctrine de l'abandon volontaire, développée par une démorisation savante, provoquer des évacuations et des reculs que rien ne justifiait, et sur lesquels l'armée russe de 1915, moralement bien différente de l'armée russe de 1812, ne sut pas, ne put pas, ne voulut pas revenir.

Mais avant d'arriver à la campagne de Pologne de 1914-1915, deux noms doivent nous arrêter à la fin de la guerre de mouvement de 1914 : *Verdun* et *Anvers*.

La retraite générale de l'armée française l'amène au sud de Verdun. Il semble établi aujourd'hui qu'il fut question d'abandonner la forteresse à sa garnison. L'histoire a déjà enregistré la ténacité du général Sarrail qui resta cramponné à Verdun¹. La grande place lorraine devint ainsi le pivot

¹ On pouvait lire dans le *Journal des sciences militaires* du 15 décembre 1913 ces lignes prophétiques : « Verdun pourrait en cas de revers sur la rive droite

de la bataille générale dite de la Marne et demeure la pierre angulaire de la résistance française. Signalons dans son voisinage immédiat, deux vieux forts des côtes de Meuse dont la fortune différente illustre l'adage inscrit en tête de ce travail. Tandis que le fort du *camp des Romains* succombe dans les derniers jours de septembre 1914, sans avoir été bombardé par des obus géants, le fort de *Troyon*, de valeur à peine équivalente, qui n'a reçu aucun renforcement depuis sa construction en 1875, et qui n'a donc pas même de casemates bétonnées, supporte victorieusement, du 8 au 12 septembre, un bombardement de 200 obus de 305 et de 2800 projectiles de calibres inférieurs. La chute du *camp des Romains* permet aux Allemands leur installation dans la « hernie » de St-Mihiel d'où ils ne seront délogés qu'en 1918 par une attaque franco-américaine. Ils tiendront ainsi coupé, pendant quatre ans, le chemin de fer de Commercy à Verdun ; on sait par quels tours de force il fallut rétablir les communications entre Verdun et le reste de la France.

La résistance de Troyon empêcha les Allemands d'attaquer Verdun par le Sud, au moment le plus angoissant de la bataille de la Marne. Son rôle fut donc décisif et le nom de l'officier qui le commandait, le capitaine Heym, tué au printemps suivant en Woëvre, doit être sauvé de l'oubli.

La leçon donnée par Troyon se perdit momentanément au milieu des événements formidables qui attiraient l'attention haletante du monde entier. Qu'est-ce qu'une bicoque qui tient, au moment même où tant de forts modernes sautent ou se rendent, où tant de grandes places capitulent ou sont évacuées ? C'est l'exception qui confirme la règle. On n'y vit qu'un brillant fait d'armes, sans plus.

Les contempteurs de la fortification permanente pensèrent trouver un argument définitif en faveur de leur thèse dans la chute d'Anvers. Sa rapidité fut une surprise pour tous ceux qui voyaient dans cette place, la plus vaste du monde après Paris (130 km. de périmètre), l'impréenable réduit de la défense

de la Meuse gêner la progression rapide vers la Champagne des armées ennemis débouchant de la basse Moselle et de l'Ardenne. » (Lieutenant Bécourt : Comment devrions-nous organiser nos grandes places de la frontière du Nord-Est.)

belge. La résistance normale qu'ils attendaient devait permettre l'intervention efficace de l'Angleterre, intéressée plus que quiconque à maintenir l'intégrité de la côte flamande. Résistance et intervention trompèrent bien des espoirs. L'armée de campagne belge se replie le 27 septembre à l'intérieur de la position fortifiée. Le déploiement de l'artillerie de siège, dont la majeure partie vient du siège de Maubeuge, a lieu le 28. L'armée de campagne évacue la position le 8 octobre. La place capitule le 10 octobre. Les Allemands y prennent un butin énorme, 1300 canons, 900 000 projectiles. Ils n'y font que 5000 prisonniers. Mais 28 000 de ses défenseurs se sont réfugiés en Hollande ¹.

Le tableau suivant, dont il ne faut pas chercher à tirer des comparaisons entre des forteresses qui ne sont pas comparables ², montre la rapidité de leur chute, seul trait qui leur soit commun.

PLACES	Effectifs des corps de siège	Batteries lourdes allemandes	Durée de la résistance depuis le commencement du bombardement	Chute du premier ouvrage
LIÉGE . . .	3 divisions puis 7 divisions	29 pièces (a)	12 jours dont 5 sous bombardement de calibres supér. au 210	8 août (4 jours)
NAMUR . . .	4 divisions	23 (b)	5 jours	23 août (48 h.)
MAUBEUGE	2 ½ divisions	21 (g)	10 jours	Sous le bombardement de très gros calibres *dès le début
ANVERS . . .	5 ½ divisions	47 (s)	10 ½ jours	5 sept. (7 ½ jours) 1 ^{er} oct. (4 j.)

Les batteries de 420 et de 305 étaient à 2 pièces seulement.

Observations : (a) Les batteries au-dessous du calibre de 210 ne sont pas comprises dans ce chiffre; 3 de 420 à partir du 12. — (b) Dont 1 de 420 et 4 de 305 autrichiens. — (g) Dont 1 de 420, 2 de 305 de côte, 2 de 305 autrichiens. — (s) Dont 4 pièces de 420, 5 pièces de 305 de côte, 4 pièces de 305 autrichiens.

¹ Dont 2000 hommes des 3 brigades de marine envoyées pour tout renfort de la place par les Anglais, avec 6 canons de 120 sur affûts, tous à portée maxima de 5500 m. Les dites brigades anglaises compteront comme pertes pendant la défense : 32 tués et 189 blessés.

² La garnison de Maubeuge et sa dotation en mitrailleuses sont relativement beaucoup plus fortes que celles des places belges. En revanche, Maubeuge ne possède que 3 tourelles de 155 (dont 2 en fonte dure) et 3 tourelles de 75,

On comprend que cette série de catastrophes retentissantes, sans exemple dans l'histoire militaire, et sans contrôle possible sur le moment, ait entraîné le commandement français, — et le commandement russe — à ne plus attribuer aux forteresses qu'une valeur des plus restreintes. En Occident va commencer la guerre de tranchées qui sera une guerre de siège réciproque, présentant cette extraordinaire particularité de se dérouler, depuis la fin de 1914 jusqu'au terrible réveil du 21 février 1916, loin des places de l'Est. Durant toute la guerre, Toul et Epinal ne tireront pas un coup de canon contre l'ennemi terrestre. Belfort intervient à peine lors de l'entrée des Français en Alsace. La ville est soumise au feu d'une « grosse Bertha », mais ni plus ni moins que Nancy, Dunkerque ou Paris. Les obus tombent dans l'intérieur de la place, épargnant les forts et l'enceinte. Le front passe au large de Verdun dont les forts et le noyau central reçoivent assez fréquemment les obus des pièces à longue portée allemandes auxquelles répondent les canons de marine de 16 cm. et 14 cm., installés dans la place dès les premiers mois de 1915. Alors que tant de combats acharnés se livrent pendant toute l'année 1915 en Artois, en Champagne, sur les sommets des Vosges, Verdun est un des secteurs les plus tranquilles. Les forteresses de l'Est sont, de plus en plus, considérées comme des dépôts de matériel¹ dans lesquels on puise largement pour armer, renforcer, alimenter le nouveau front. (Exemple : la première artillerie lourde que reçoit, au commencement d'octobre 1914, le 35^e corps d'armée qui tient le secteur de l'Aisne dans la région d'Attichy est une batterie à pied de 155 long tirée de Belfort).

Ces prélèvements de plus en plus importants sont sanctionnés dès le 9 octobre 1914 par une note du généralissime qui s'exprime en ces termes :

« On ne laissera dans les places ni munitions, ni approvisionnements en dehors du strict indispensable. »

Le triste destin des places russes entraînera le G. Q. G.

alors que les forts belges presque sans exception sont pourvus de cuirassements. Anvers notamment compte 20 tourelles de 150 et de 120, et 38 tourelles de 75.

¹ Il en est de même du côté allemand où Metz pourvoit largement aux besoins du corps von Mudra dans l'Argonne.

français à ne plus même y laisser ce « strict indispensable ».

Deuxième phase. Chute des places russes et conséquences.

L'exposé qui va suivre laissera de côté Przemysl, pris et repris par les Russes et les Autrichiens. Les documents nous manquent sur cette place. Nous nous bornerons à reproduire ici ce que Ludendorff dit de la chute des forteresses russes. Le contrôle des affirmations allemandes était moins possible encore en Pologne que sur le front d'Occident. Les résultats claironnés par les communiqués allemands furent donc acceptés sans réticence. Enumérons-les en réservant pour le moment tout commentaire.

Dès le 27 septembre 1914, la petite forteresse d'*Ossovietz* est bombardée. Elle ne tombera que le 22 août 1915, après les places qui prolongent au Nord sur le Boug et le Narew, le quadrilataire polonais ¹, *Ostrolenka, Sierok, Zegriyé* sont pris durant l'été, sans difficultés sérieuses.

Varsovie est évacuée à peu près sans résistance. Les Allemands arrivent devant *Novo-Giorgievsk* (aujourd'hui *Modlin*), camp retranché d'un développement et d'une importance qui font songer à Verdun. D'après Ludendorff, « *Novo-Giorgievsk*, n'avait pas de forts en état de résister à l'artillerie lourde ; c'aura peut-être été la dernière forteresse entourée de forts prise après investissements ». Nous verrons ce qu'il faut penser de ces allégations.

D'après la version officielle, la place a été investie le 8 juillet 1915. Du 8 au 13 on se bat sur les positions avancées. Puis les grosses pièces (obusiers autrichiens, d'après Ludendorff, mortiers de 420, d'après une autre source) entrent en action. Il faut six jours pour réduire la place : deux jours de bombardement, trois jours pour faire la trouée dans la position principale, un jour pour percer la deuxième ligne et le noyau central. La résistance aurait donc duré une douzaine de jours, comme celle de Liège.

Kovno, place bétonnée, a été bombardée par un petit nombre d'obusiers de gros calibre. Ils ont été mis en position le 6 août. La lutte d'artillerie a commencé le 8 août. La position

¹ *Varsovie, Novo-Giorgievsk, Ivangorod sur la Vistule, Brest-Litowsk sur le Boug.*

avancée a été prise d'assaut. Le 16 août, prise du premier fort de la position principale. Le 17 août, prise des autres forts de l'Est. Faible lutte. Pas d'investissement. Les Russes abandonnent 1200 canons en s'en allant. La durée de la résistance est à peu près la même qu'à Anvers, à partir du commencement du siège proprement dit.

A *Grodno*, pas de résistance sérieuse.

Ludendorff ne s'étend pas sur la défense d'*Ivangorod* sur la Vistule et pour cause. L'évacuation de la place fut consommée le 22 juillet 1915, on lira plus loin dans quelles conditions.

Les petits-fils des défenseurs de Sébastopol avaient chez leurs anciens adversaires de Crimée une réputation de solidité dans la défensive que Port-Arthur n'avait certes pas diminuée. On connaissait la science de leurs ingénieurs, et l'aptitude du soldat russe à remuer la terre et à tenir sous le bombardement. L'effondrement des places de Pologne, tombant comme des châteaux de cartes, produisit dans l'armée française un émoi profond. Cette nouvelle série de catastrophes confirmait la première.

Aussi, dès le 5 août 1915, un décret présidentiel modifiait complètement les pouvoirs des gouverneurs, garantis et déterminés jusque-là par le règlement sur le service de place, écho de la pensée de Napoléon, et parfois même reflet de son style. Les préliminaires du décret invoquent : « la chute rapide des grands camps retranchés de Russie » et le décret lui-même envisage « le désarmement des places dont le rôle passif n'est plus acceptable ».

Une instruction du G. Q. G. en date du 9 août 1915 prescrit que les places, — dont les garnisons, l'armement, les approvisionnements d'après la doctrine d'avant-guerre étaient intangibles et ne devaient satisfaire que les besoins de la forteresse elle-même, — « ne conserveront que les garnisons nécessaires à la sécurité des ouvrages *dont le maintien aura été décidé* ¹ ».

Les places fortes n'ont plus d'importance par elles-mêmes.

¹ Voir à ce sujet *La fortification permanente pendant la grande guerre*, par le général Benoît à qui nous empruntons la plupart de ces détails.

Seuls les secteurs de ces places qui se trouvent englobés dans les positions dont l'ensemble constitue le front conserveront ce qui sera jugé utile de leur ancienne organisation défensive ¹.

Le camp retranché de Verdun fut remplacé par la région fortifiée de Verdun, ce qui n'échappa certes pas à l'état-major allemand. Le gouverneur de la place reçut une autre affectation. Les efforts furent portés sur l'organisation de positions en avant de l'ancienne ligne principale de défense, ou en arrière et en dehors du périmètre de la forteresse, sur la rive gauche de la Meuse, où furent employés de nombreux travailleurs ². Les forts du front probable d'attaque conservèrent leurs tourelles de 155. On eût été d'ailleurs bien en peine de les désarmer. Les pièces de 75 armant les tourelles de saillant (destinées à la défense rapprochée contre les assauts d'infanterie) furent également maintenues en place. Les casemates de Bourges, organes indispensables de flanquement lointain, perdirent leurs pièces de 75. Les tourelles-mitrailleuses furent désarmées. Le personnel chargé du service des pièces de 75 et des mitrailleuses quitta les ouvrages. Les planchettes de tir de ces pièces furent enlevées.

Un officier d'une division de renfort, montant à Verdun en reconnaissance avant l'attaque allemande qu'on sentait prochaine, exprima le désir de visiter Douaumont, le fort le plus important du front Nord. On lui répondit « Mais ça n'existe plus, le fort est désarmé ». Le seul organe de combat qui y restait intact était la tourelle de 155. Elle combattit jusqu'à la fin sous le bombardement des 305, qui dans la journée du 25 février, arrivaient sur le fort par quatre à la fois. L'équipe de canonniers de cette tourelle fut le seul élément régulier que trouvèrent dans Douaumont les Silésiens du

¹ Cette idée fut appliquée en Roumanie en 1916, alors que l'expérience avait déjà ramené les Français à des idées plus saines. — Les Roumains, dépourvus d'artillerie lourde de campagne, en improvisèrent une avec les canons de Bucarest qu'ils durent par suite renoncer à défendre. Comme place Bucarest était cependant une grande forteresse moderne organisée d'après les idées de Brialmont, sur le modèle des « positions fortifiées » belges. — Les sommes considérables qu'avaient coûté ses nombreux cuirassements se sont donc trouvées complètement imprudentes.

² Voir à ce sujet *Les préliminaires de Verdun*, par le lieutenant-colonel de Thomasson.

général Guretzki, avec le vieux gardien de batterie, modeste employé militaire décoré de la Légion d'honneur que le communiqué allemand désigna comme le « gouverneur de ce fort cuirassé. »

En réalité, les trois divisions qui, entre Meuse et Woëvre, soutinrent en avant de Verdun le formidable bombardement du 21 au 25 février, et les assauts de l'armée du Kronprinz, combattirent le dos à une place presque complètement désarmée. « Les troupes en retraite le 25 février longeaient des ouvrages fermés en parfait état et vides. » (Général X. *L'avenir de la fortification permanente.*)

L'occupation de Douaumont, le 25 au soir, marqua la fin des malheurs de la fortification permanente pendant la grande guerre, malheurs qu'il nous reste maintenant à expliquer, après avoir signalé le revirement brusque imprimé par la prise de commandement du général Pétain. Dès le premier jour de son commandement, dès le 26, il prescrit de réarmer les forts, de replacer dans les ouvrages les approvisionnements nécessaires et les garnisons permanentes. Au milieu du fracas de la bataille, il remet au point, en quelques lignes lapidaires, la question des fortifications permanentes :

« L'expérience des derniers combats, écrit-il, a permis d'apprécier la capacité de résistance des forts. Ceux-ci sont en effet mieux organisés que les points d'appui créés hâtivement sur le champ de bataille (emplacement, tracé étudié à loisir, flanquements soigneusement organisés, abris profonds et bétonnés) et ne constituent pas plus que les localités des nids à projectiles puisque leur superficie est souvent égale à ces dernières. »

(*A suivre.*)

JEAN FLEURIER.
